

Le Trésor public, interlocuteur privilégié des collectivités locales

Le Trésor public, dont le rôle a été confirmé et clarifié par la loi du 2 mars 1982 pour les collectivités locales et la loi du 31 juillet 1991 pour les établissements publics de santé, est présent au quotidien dans la vie financière de plus de 110 000 collectivités territoriales et établissements publics.

Les comptables directs du Trésor public assurent ainsi la gestion financière et comptable de l'ensemble des collectivités locales (communes, départements, régions), des établissements publics locaux (organismes de coopération, centres communaux d'action sociale...), des établissements publics de santé et des établissements publics sociaux et médico-sociaux.

Le Trésor public est, à ce titre, un interlocuteur privilégié des collectivités locales.

L'action des comptables, renforcée par les synergies que permet le réseau du Trésor public auquel ils appartiennent, s'exerce dans une transparence comptable et financière toujours plus grande à laquelle contribue, notamment, la Direction générale de la comptabilité publique. Le Trésor public demeure un observateur privilégié des finances locales.

Un interlocuteur présent sur tous les aspects de la vie financière des collectivités locales

> **La tenue quotidienne de la comptabilité**, l'élaboration du compte de gestion (ou financier) présentant la description des opérations conduites par les ordonnateurs locaux (maires, présidents d'organismes de coopération intercommunale, de conseils généraux ou régionaux, directeurs d'hôpitaux...).

> **Le recouvrement de toutes les recettes et le paiement de toutes les dépenses du secteur public local** : en sa qualité de comptable public, le comptable du Trésor public est la seule personne habilitée à manier les fonds de ces organismes, activité qu'il exerce après avoir procédé aux contrôles prévus par les lois et règlements et qui engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire.

> **La maîtrise des délais de paiement** : du choix du mode de passation de la commande jusqu'à son exécution, le comptable fournit les conseils permettant de prévenir les difficultés au moment du paiement des mandats et favoriser, ainsi, le règlement des fournisseurs dans les meilleurs délais.

> **L'exécution des opérations de trésorerie** : le comptable est seul chargé du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités des collectivités et établissements publics locaux.

> Une mission de conseil de nature financière, juridique et technique au profit des décideurs locaux

Le comptable développe également, à partir de ses compétences techniques reconnues, une mission de conseil qui concerne toutes les facettes de la vie locale :

- Faciliter la décision financière ou budgétaire par la production d'études d'une grande diversité (analyse financière rétrospective ou prospective, données de références locales ou nationales, analyse de la structure locale de la dette).
- Fournir des éléments utiles à la gestion de la trésorerie.
- Apporter des réponses dans les domaines juridiques, notamment pour les marchés publics.

Le comptable dispose à cet effet d'outils informatiques et de bases de données adaptées et peut mobiliser en complément d'autres acteurs du réseau du Trésor public.

Enfin, le réseau d'alerte sur les finances locales mis en place en 1993 et rénové en 2001, est en mesure de déceler préventivement les difficultés financières des collectivités territoriales, dès le printemps suivant la clôture de l'exercice. Fondé sur un dispositif déconcentré et des critères définis en commun avec la Direction générale des collectivités locales (DGCL), il permet aux Trésoriers-payeurs généraux et aux Préfets d'appeler rapidement l'attention des élus concernés sur les risques inhérents à la situation financière de leur collectivité afin de prendre, le plus en amont possible, les dispositions nécessaires.

Une solidarité du réseau qui renforce l'action des comptables

Partenaire privilégié du secteur public local, le réseau du Trésor public se doit de développer son offre globale de service en direction des collectivités et établissements publics locaux. L'importance des enjeux économiques, la complexité de la gestion suscitent des exigences accrues en terme de prestation de la part des élus locaux.

Pour y parvenir, la Direction générale de la comptabilité publique (DGCP) a mis en place de nouvelles méthodes d'animation déconcentrées du secteur public local, dont une des traductions est la création, depuis 1999, de pôles internes spécialisés de soutien au réseau du Trésor public. L'objectif est d'aider les comptables du Trésor public dans leur mission quotidienne de conseil aux collectivités territoriales et établissements publics locaux en matières juridique, comptable, financière et fiscale.

Placés sous l'autorité de l'administration centrale, ces pôles sont composés d'experts qui ont vocation à répondre aux questions posées par les comptables du Trésor public.

La rapidité et la pertinence des réponses apportées au réseau sont à l'origine du succès des pôles déconcentrés. Avec les technologies de l'information et de la communication, elles sont accessibles à l'ensemble des comptables par leur mise en ligne sur l'intranet du Trésor public.

Une plus grande transparence en matière comptable et financière

Les lois de décentralisation de 1982 ont consacré l'élargissement des compétences des collectivités locales, leur montée en puissance économique et leur libre administration. Autant d'évolutions qui impliquent que les élus doivent disposer d'informations et d'indicateurs fiables et précis sur l'impact financier de leur action. Ce souci de transparence vis-à-vis des citoyens et des partenaires, notamment financiers, conduit à l'adoption de cadres comptables proches du plan comptable de droit commun (PCG) qui permettent de mieux appréhender leur situation financière tout en prenant en compte les spécificités de la gestion locale, et en particulier les règles d'équilibre budgétaire.

La modernisation des plans comptables qui a commencé par les communes (M14) se poursuit pour les départements. La généralisation de l'instruction budgétaire et comptable M52 aura lieu en 2004 et prendra ainsi en compte les enseignements complets de l'expérimentation conduite avec 22 départements.

La réforme du cadre comptable des Services Départementaux d'Incendie et de Secours (M61) a été achevée. La M61 est expérimentée dans 21 départements depuis le 1^{er} janvier 2002. Sa généralisation est prévue en 2004.

Des travaux ont été menés à la demande d'élus du comité des finances locales, sur le thème de l'harmonisation des comptabilités des services publics locaux à caractère industriels et commerciaux M4 avec la comptabilité M14 des communes.

Un observateur privilégié des finances locales

Le besoin croissant des décideurs publics locaux et des responsables d'entreprises financières en données synthétiques, fiables et rapidement disponibles sur les comptes des collectivités locales et de leurs établissements publics conduit le Trésor public à rénover et enrichir en permanence son offre éditoriale de publications financières.

Depuis 1999, les informations financières et comptables du secteur public local sont regroupées au sein d'une collection unique "secteur public local" éditée par la Documentation française.

> **Conjoncture des collectivités territoriales et des groupements fiscalisés de communes** : les premiers résultats des finances locales sont publiés en mai au titre de l'exercice qui vient de se clore ; les premières tendances de l'exercice courant, observées au 30 septembre de l'année courante sont disponibles fin novembre.

> **Les comptes définitifs des communes**, disponibles sous la forme d'une synthèse nationale en décembre N + 1. Simultanément, la trentaine d'agrégats majeurs qui caractérisent le budget principal des communes est consultable sur le site internet du ministère.

> **Comptes de départements** : données définitives sur l'exécution des comptes annuels des régions – parution en novembre N + 1.

> **Comptes des régions** : données définitives sur l'exécution des comptes annuels des régions – parution en novembre N + 1.

> **Les comptes des établissements publics locaux (dont l'intercommunalité)** : données définitives, brochure synthétique sur l'exécution des comptes annuels des établissements publics locaux – parution en juillet N + 2.

L'intégralité des notes de conjoncture, de même que les éléments essentiels des comptes des collectivités territoriales sont accessibles sur le site internet "Minéfi Collectivités Locales" à l'adresse :

<http://www.colloc.minefi.gouv.fr>